

RECTIFICATIF Arrêté publiant divers actes législatifs

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,

Arrêté publié dans la Feuille officielle No 51, du 22 décembre 2017(annonce n° 3761)
L'arrêté publié ne contenant pas les textes soumis, il est remplacé par celui-ci :

vu les articles 119 à 120 de la loi sur les droits politiques (LDP), du 17 octobre 1984 ;
sur la proposition de son président,

arrête :

Article premier Les actes législatifs suivants sont publiés dans la Feuille officielle :

1. Décret portant modification :
 - du décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal direct et de l'impôt communal direct dus par les personnes physiques
 - du décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal et communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales, du 5 décembre 2017.
2. Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 20'000'000 francs permettant un cautionnement simple pour le Centre neuchâtelois de psychiatrie nécessaire à son fonds de roulement, du 5 décembre 2017.
3. Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 60'000'000 francs permettant un cautionnement simple pour le Centre neuchâtelois de psychiatrie nécessaire à ses investissements relatifs à la mise en œuvre de ses options stratégiques 2015-2022, du 5 décembre 2017.
4. Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 30'000'000 francs permettant un cautionnement simple pour le Centre neuchâtelois de psychiatrie nécessaire à ses investissements relatifs à la mise en œuvre de ses options stratégiques 2015-2022, du 5 décembre 2017.
5. Décret portant octroi d'un crédit supplémentaire de 2'010'000 francs pour une subvention extraordinaire au Centre neuchâtelois de psychiatrie destinée à la mise en conformité de son bilan aux règles de comptabilisation des investissements et amortissements, du 5 décembre 2017.
6. Loi sur le traitement de données à des fins de gestion administrative et financière au sein de l'Etat, du 5 décembre 2017.

Art. 2 ¹Le présent arrêté sera inséré dans le numéro 52 de la Feuille officielle, du 29 décembre 2017. Le délai référendaire sera échu le 29 mars 2018.

²Toute demande de référendum doit faire l'objet d'une annonce préalable auprès de la chancellerie d'État au plus tard le 18 janvier 2018.

Neuchâtel, le 20 décembre 2017

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
L. FAVRE

La chancelière,
S. DESPLAND

Teneur des décrets et de la loi :

Décret portant modification :

– du décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal direct et de l'impôt communal direct dus par les personnes physiques

– du décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal et communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

sur la proposition du Conseil d'État, du 16 mars 2016,

décède :

Article premier Le décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal direct et de l'impôt communal direct dus par les personnes physiques, du 2 décembre 2013, est modifié comme suit :

Article premier, al. 3 et 4 (nouvelle teneur), al. 5 (nouveau)

³Pour l'année 2017, le coefficient de l'impôt cantonal direct ... *(fin de phrase inchangée)*.

⁴Pour les années 2018 et suivantes jusqu'à l'entrée en vigueur de la modification relative au volet des charges de la loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI), le coefficient de l'impôt cantonal direct dû par les personnes physiques est fixé à 125% de l'impôt de base selon les articles 3 et 53 LCdir.

⁵Dès l'entrée en vigueur de la modification relative au volet des charges de la LPFI, le coefficient de l'impôt cantonal direct dû par les personnes physiques est fixé à 122% de l'impôt de base selon les articles 3 et 53 LCdir.

Art. 2, al. 3 et 3^{bis} (nouvelle teneur), al. 3^{ter} (nouveau)

³*(Début de phrase inchangé)* ... ces coefficients sont fixés en 2017 au niveau des coefficients fixés par les Conseils généraux pour 2017 ... *(fin de phrase inchangée)*.

^{3bis}*(Début de phrase inchangé)* ... ces coefficients sont fixés pour les années 2018 et suivantes jusqu'à l'entrée en vigueur de la modification relative au volet des charges de la LPFI au niveau des coefficients fixés par les Conseils généraux pour 2018, diminués de 1% de l'impôt de base.

^{3ter} *alinéa 3^{bis} actuel.*

Disposition transitoire à la modification du 5 décembre 2017

L'État alloue dès 2018 aux communes bénéficiaires du volet ressources de la LPFI jusqu'à l'entrée en vigueur du volet des charges de la LPFI un montant complémentaire équivalent à 7% de leur dotation prévue à ce titre.

Art. 2 Le décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal et communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales, du 2 décembre 2013, est modifié comme suit :

Article premier, al. 3 et 4 (nouvelle teneur), al. 5 (nouveau)

³Pour l'année 2017, le coefficient d'impôt cantonal ... *(fin de phrase inchangée)*.

⁴Pour les années 2018 et suivantes jusqu'à l'entrée en vigueur de la modification relative au volet des charges de la LPFI, le coefficient de l'impôt cantonal sur le bénéfice et le capital des personnes morales est fixé à 125% ... *(fin de phrase inchangée)*.

⁵Dès l'entrée en vigueur de la modification relative au volet des charges de la LPFI, le coefficient de l'impôt cantonal sur le bénéfice et le capital des personnes morales est fixé à 122% de l'impôt de base selon les articles 3a, 94 et 108 LCdir.

Art. 2, al. 3 et 4 (nouvelle teneur), al. 5 (nouveau)

³Pour l'année 2017, le coefficient de l'impôt communal ... *(fin de phrase inchangée)*.

⁴Pour les années 2018 et suivantes jusqu'à l'entrée en vigueur de la modification relative au volet des charges de la LPFI, le coefficient de l'impôt communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales est fixé à 75% ... *(fin de phrase inchangée)*.

⁵Dès l'entrée en vigueur de la modification relative au volet des charges de la LPFI, le coefficient de l'impôt communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales est fixé à 78% de l'impôt de base selon les articles 3a, 94 et 108 LCdir.

Disposition transitoire à la modification du 5 décembre 2017

L'État alloue dès 2018 aux communes bénéficiaires du volet ressources de la LPFI jusqu'à l'entrée en vigueur du volet des charges de la LPFI un montant complémentaire équivalent à 7% de leur dotation prévue à ce titre.

Art. 3 ¹Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

²Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 5 décembre 2017

Au nom du Grand Conseil :

<i>Le président,</i>	<i>La secrétaire générale,</i>
J.-P. WETTSTEIN	J. PUG

Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 20'000'000 francs permettant un cautionnement simple pour le Centre neuchâtelois de psychiatrie nécessaire à son fonds de roulement

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi sur le Centre neuchâtelois de psychiatrie (LCNP), du 29 janvier 2008 ;

vu la loi de santé (LS), du 6 février 1995 ;

vu la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014 ;

sur la proposition du Conseil d'État, du 30 août 2017,

décète :

Article premier Le Conseil d'État est autorisé à donner le cautionnement simple de l'État, à concurrence de 20'000'000 francs au maximum, en garantie des engagements financiers du Centre neuchâtelois de psychiatrie nécessaires à son fonds de roulement.

Art. 2 La durée du cautionnement est limitée à 5 ans après l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 3 Le cautionnement fait l'objet d'une rémunération de 0,5%.

Art. 4 ¹Le présent est soumis au référendum facultatif.

²Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 5 décembre 2017

Au nom du Grand Conseil :

<i>Le président,</i>	<i>La secrétaire générale,</i>
J.-P. WETTSTEIN	J. PUG

Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 60'000'000 francs permettant un cautionnement simple pour le Centre neuchâtelois de psychiatrie nécessaire à ses investissements

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi sur le Centre neuchâtelois de psychiatrie (LCNP), du 29 janvier 2008 ;

vu la loi de santé (LS), du 6 février 1995 ;

vu la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014 ;

sur la proposition du Conseil d'État, du 30 août 2017,

décète :

Article premier Le Conseil d'État est autorisé à donner le cautionnement simple de l'État, à concurrence de 60'000'000 francs au maximum, en garantie des engagements financiers du Centre neuchâtelois de psychiatrie nécessaires à ses investissements.

Art. 2 La durée du cautionnement est limitée à 10 ans après l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 3 Le cautionnement fait l'objet d'une rémunération de 0,5%.

Art. 4 ¹Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

²Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 5 décembre 2017

Au nom du Grand Conseil :

Le président, *La secrétaire générale,*
J.-P. WETTSTEIN J. PUG

Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 30'000'000 francs permettant un cautionnement simple pour le Centre neuchâtelois de psychiatrie nécessaire à ses investissements relatifs à la mise en œuvre de ses options stratégiques 2015 – 2022

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi sur le Centre neuchâtelois de psychiatrie (LCNP), du 29 janvier 2008 ;

vu la loi de santé (LS), du 6 février 1995 ;

vu la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014 ;

sur la proposition du Conseil d'État, du 30 août 2017,

décète :

Article premier ¹Le Conseil d'État est autorisé à donner le cautionnement simple de l'État, à concurrence de 30'000'000 francs au maximum, en garantie des engagements financiers du Centre neuchâtelois de psychiatrie nécessaires à ses investissements.

²Le Conseil d'État sollicite le préavis de la commission Santé du Grand Conseil avant de libérer la caution à hauteur de 30 millions de francs correspondant aux investissements nécessaires à la mise en œuvre des options stratégiques 2015 – 2022 du Centre neuchâtelois de psychiatrie.

Art. 2 La durée du cautionnement est limitée à 10 ans après l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 3 Le cautionnement fait l'objet d'une rémunération de 0,5%.

Art. 4 ¹Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

²Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 5 décembre 2017

Au nom du Grand Conseil :

Le président, *La secrétaire générale,*
J.-P. WETTSTEIN J. PUG

Décret portant octroi d'un crédit supplémentaire de 2'010'000 francs pour une subvention extraordinaire au Centre neuchâtelois de psychiatrie

destinée à la mise en conformité de son bilan aux règles de comptabilisation des investissements et amortissements

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi sur le Centre neuchâtelois de psychiatrie (LCNP), du 29 janvier 2008 ;

vu la loi de santé (LS), du 6 février 1995 ;

vu la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014 ;

sur la proposition du Conseil d'État, du 30 août 2017,

décète :

Article premier Un crédit supplémentaire de 2'010'000 francs est accordé au Conseil d'État en vue de l'octroi d'une subvention extraordinaire au Centre neuchâtelois de psychiatrie.

Art. 2 Le crédit supplémentaire est compensé par la dissolution de la provision constituée à cet effet en 2013 et 2014.

Art. 3 Le Conseil d'État est autorisé à se procurer, éventuellement par voie de l'emprunt, les moyens nécessaires à l'exécution du présent décret.

Art. 4 ¹Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

²Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 5 décembre 2017

Au nom du Grand Conseil :

<i>Le président,</i> J.-P. WETTSTEIN	<i>La secrétaire générale,</i> J. PUG
---	--

Loi sur le traitement de données à des fins de gestion administrative et financière au sein de l'État

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la convention relative à la protection des données et la transparence dans les cantons de Jura et Neuchâtel (CPDT-JUNE), du 9 mai 2012 ;

vu l'article 176 de la loi sur les contributions directes (LCDir), du 21 mars 2000 ;

sur la proposition du Conseil d'État, du 20 septembre 2017,

décète :

But **Article premier** ¹La présente loi régit le traitement et l'accès en ligne aux données personnelles et sensibles, ainsi qu'aux données soumises au secret fiscal, nécessaires à l'accomplissement des tâches de gestion administrative et financière au sein de l'État.

²Les données traitées à des fins statistiques et analytiques le sont conformément à la loi sur la statistique cantonale (LStat), du 25 janvier 2011.

Fichier central **Art. 2** ¹Est institué un fichier destiné à permettre le traitement de données conformément à la présente loi (ci-après: «fichier central»).

²Le Conseil d'État exerce la haute surveillance sur ce fichier.

³Il désigne la ou les entités chargées, dans le cadre de la tenue du fichier central, de :

- a) organiser administrativement la gestion ;
- b) tenir à jour le registre des bénéficiaires d'accès ;
- c) régler les conditions d'accès et d'utilisation ;
- d) contrôler l'exploitant ;
- e) s'assurer que les normes de sécurité sont suffisantes ;
- f) régler la procédure de destruction des historiques.

Définitions **Art. 3** Au sens de la présente loi, on entend par :

destinataires : les entités administratives, judiciaires et législatives de l'État, ainsi que les fonctions et les charges qui y sont rattachées, qui doivent faire appel, aux fins d'accomplir leurs tâches, aux données détenues par d'autres entités de l'État ;

diffuseurs : les entités administratives, judiciaires et législatives de l'État, et les fonctions et les charges qui y sont rattachées, ainsi que les autorités communales, qui détiennent des données nécessaires à l'accomplissement des tâches des destinataires.

Obligations particulières des destinataires et diffuseurs **Art. 4** ¹Les destinataires sont responsables du respect des dispositions relatives à la protection et au maintien du secret des données traitées.

²Les diffuseurs informent les destinataires de l'existence de prescriptions particulières applicables aux données traitées.

Données traitées **Art. 5** ¹Hormis les données personnelles, seules les données sensibles entrant dans les catégories suivantes peuvent être traitées par les destinataires, dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches :

- a) *les données sur les activités politiques et syndicales ;*
- b) *les données sur la santé, limitées aux causes d'absences d'un collaborateur et de leur durée, ou ses besoins particuliers ;*
- c) *les données sur l'appartenance religieuse ;*
- d) *les données sur les mesures d'aide sociale ou d'assistance ;*
- e) *les données sur les poursuites ou sanctions pénales ou administratives.*

²Est exclue dans le cadre de la présente loi la transmission de données sur les opinions religieuses, philosophiques, politiques et syndicales ainsi que les données sur les activités religieuses et philosophiques.

³Les autorités fiscales peuvent transmettre les données soumises au secret fiscal nécessaires à l'accomplissement des tâches des destinataires.

⁴Le Conseil d'État précise quelles données personnelles et sensibles et quelles données soumises au secret fiscal peuvent être transmises conformément à la présente loi.

But du traitement **Art. 6** ¹Le service en charge des finances peut traiter les données mentionnées à l'article 5, alinéas 1 et 3, nécessaires à l'accomplissement de ses tâches de recouvrement, de paiement et de comptabilisation.

²Le Conseil d'État précise les tâches nécessitant le traitement de données sensibles et de données soumises au secret fiscal.

II. service en charge de la logistique et des acquisitions **Art. 7** ¹Le service en charge de la logistique et des acquisitions peut traiter les données mentionnées à l'article 5, alinéa 1 nécessaires à l'accomplissement de ses tâches de facturation, de comptabilisation, de gestion des commandes de prestations ou de marchandises auprès de tiers ou par des tiers ainsi que de leur suivi.

²Le Conseil d'État précise les tâches nécessitant le traitement de données sensibles.

III. service en charge des ressources humaines **Art. 8** ¹Le service en charge des ressources humaines peut récolter et traiter les données mentionnées à l'article 5, alinéa 1, dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de ses tâches telles qu'elles découlent de la loi sur le statut de la fonction publique (LSt), du 28 juin 1995 et de sa réglementation d'exécution.

²Le service en charge des ressources humaines peut transmettre des données concernant le personnel de l'État aux autorités et fonctions suivantes, dans le seul but de leur permettre d'accomplir leurs tâches telles qu'elles découlent de la LSt et de sa réglementation d'exécution :

- Conseil d'État ;
- chefs et cheffes de département ;
- secrétaires généraux ;
- chefs de service ou d'office ;
- responsables d'unités administratives ;
- cadres désignés par le Conseil d'État.

³Les données traitées sont fournies par les employés eux-mêmes ou leur hiérarchie, sous réserve d'un traitement de données prévu par d'autres lois cantonales ou fédérales.

⁴Le service en charge des ressources humaines traite les données concernant le personnel des établissements autonomes cantonaux dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des tâches de gestion du personnel telles qu'elles lui sont confiées par une loi d'organisation ou un contrat de prestations.

⁵Le Conseil d'État précise les tâches nécessitant le traitement de données sensibles.

Modalités d'accès **Art. 9** ¹Les données du diffuseur, y compris celles soumises au secret fiscal, peuvent être consultées ou récoltées en ligne par le destinataire.

²Chaque utilisateur du fichier central reçoit des droits d'accès personnels et secrets.

³Le Conseil d'État définit les accès aux données personnelles et sensibles, ainsi qu'aux données soumises au secret fiscal, et leurs modalités.

Communication **Art. 10** Le diffuseur peut communiquer les données, y compris les données soumises au secret fiscal, en les introduisant dans le fichier du destinataire ou dans le fichier central.

Conservation/ destruction des données **Art. 11** ¹Les données traitées sont conservées aussi longtemps que cela est nécessaire à l'accomplissement des tâches du contrôle cantonal des finances, en sus de celles des services concernés.

²Demeure réservée la loi sur l'archivage (LArch), du 22 février 2011.

Historique des transactions **Art. 12** ¹Le service informatique de l'entité neuchâteloise met en place un système de journalisation permettant de contrôler les accès aux données traitées.

²Il met également en place un système de journalisation de la modification des données.

Exploitant **Art. 13** ¹Le service informatique de l'entité neuchâteloise est chargé:

- a) de procéder à l'extraction de données à des fins statistiques lorsqu'il en est requis ;
- b) de procéder à l'extraction de données sur demande du responsable du fichier ou avec son accord ;
- c) d'octroyer les droits d'accès conformément à la présente loi et son règlement d'application ;
- d) de s'assurer que les données sont protégées contre un emploi abusif en prenant des mesures organisationnelles et techniques appropriées ;
- e) de veiller à l'intégrité, à la disponibilité et à la confidentialité des données ;
- f) de mettre en place un historique des transactions ;
- g) de gérer l'infrastructure technique du fichier central ;
- h) de proposer aux entités désignées par le Conseil d'État conformément à l'article 2, alinéa 3, l'adaptation des normes de sécurité en fonction de l'évolution technologique.

²Il procède à une revue annuelle des droits d'accès.

³Il a accès aux données personnelles et aux données sensibles traitées dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des tâches décrites à l'alinéa 1.

Exécution **Art. 14** Le Conseil d'État arrête les dispositions d'exécution.

Protection des données **Art. 15** Les règles sur la protection des données s'appliquent pour le surplus.

Modification du droit en vigueur **Art. 16** La modification du droit en vigueur figure en annexe 1.

Référendum **Art. 17** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Promulgation et entrée en vigueur **Art. 18** ¹Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à la promulgation et à l'exécution de la présente loi.

²Il fixe la date de son entrée en vigueur.

Neuchâtel, le 5 décembre 2017

Au nom du Grand Conseil :

Le président, *La secrétaire générale,*

J.-P. WETTSTEIN J. PUG

Annexe 1

MODIFICATION DU DROIT EN VIGUEUR

La loi sur le contrôle cantonal des finances (LCCF), du 26 juin 2006, est modifiée comme suit :

Art. 17a (nouveau)

Protection des données Le CCF peut accéder en ligne à toutes les données nécessaires à l'accomplissement des tâches mentionnées aux articles 13 à 15 LCCF, y compris les données sensibles et les données soumises au secret fiscal.